



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2004/53
18 décembre 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixantième session
Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire

**DROITS CIVILS ET POLITIQUES, NOTAMMENT LES QUESTIONS
RELATIVES À LA TORTURE ET À LA DÉTENTION**

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport met à jour le rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les activités du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (A/58/284), qui contient des informations sur les recommandations adoptées par le Conseil d'administration à sa vingt-deuxième session, tenue du 12 au 28 mai 2003, et sur les tendances récentes, en particulier en ce qui concerne l'assistance fournie aux victimes de la torture et aux membres de leur famille par l'entremise du Fonds, ainsi que sur l'impact de cette assistance sur les bénéficiaires. Le présent rapport contient des informations sur les contributions reçues et annoncées depuis la publication du rapport à l'Assemblée générale, sur les besoins de financement pour 2004 et sur les activités du Conseil en matière de recherche de financement. Il décrit également la façon dont les recommandations adoptées à la vingt-deuxième session ont été appliquées, ainsi que les activités récemment entreprises. Un bref additif sera soumis à la Commission en mars pour la tenir informée des dernières contributions disponibles pour la vingt-troisième session du Conseil.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. RAPPORTS ANNUELS	1 – 2	3
II. ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT DU FONDS	3	3
III. SITUATION FINANCIÈRE	4 – 7	3
A. Subventions versées depuis la dernière session du Conseil....	4	3
B. Contributions versées	5	4
C. Contributions annoncées	6 – 7	5
IV. RECHERCHE DE FINANCEMENT	8 – 10	5
V. ÉVALUATION DES BESOINS POUR 2004	11 – 13	6
A. Demandes reçues et subventions accordées (2000-2004).....	11	6
B. Estimation des besoins pour 2004.....	12 – 13	7
VI. COMMENT VERSER UNE CONTRIBUTION	14	7
VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	15 – 17	7
Annex: List of organizations and activities financed by the Fund in 2003		8

I. RAPPORTS ANNUELS

1. Conformément aux arrangements adoptés par l'Assemblée générale pour la gestion du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, le Secrétaire général soumet un rapport annuel à l'Assemblée générale, qui indique les fonds disponibles, les contributions annoncées et celles qui ont été versées, ainsi que les dépenses effectuées par prélèvement sur le Fonds (résolution 36/151 du 16 décembre 1981).

2. Le présent rapport, achevé le 1^{er} décembre 2003, complète et met à jour le rapport annuel, établi le 14 août 2003 (A/58/284) et présenté à l'Assemblée à sa cinquante-huitième session au titre du point 119 a) de l'ordre du jour. Il est soumis conformément à la résolution 2003/32 de la Commission.

II. ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT DU FONDS

3. Comme la Commission des droits de l'homme l'a demandé au paragraphe 39 de sa résolution 2003/32, des mesures ont été prises pour engager «une évaluation indépendante du fonctionnement du Fonds, conformément aux Règles et au Règlement de l'ONU, indiquant en particulier les leçons et les bonnes pratiques issues des activités du Fonds, afin d'en améliorer l'efficacité». L'évaluation sera effectuée par le Bureau des services de contrôle interne, avec l'aide de deux consultants extérieurs. À cet égard, le projet de mandat a été envoyé aux États Membres le 26 novembre 2003 et une réunion sera convoquée le 12 décembre 2003 à l'intention des délégations intéressées, afin d'examiner le document. L'évaluation comprendra une étude de l'impact des activités du Fonds, tant au Siège que sur le terrain. Toutes les régions où des projets sont financés seront visitées et un échantillon représentatif de projets sera étudié, afin de réaliser une évaluation aussi complète que possible. Un rapport intermédiaire sur l'évaluation sera soumis à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme et le rapport final sera soumis à la soixante et unième session de la Commission.

III. SITUATION FINANCIÈRE

A. Subventions versées depuis la dernière session du Conseil

4. À sa vingt-deuxième session (12-28 mai 2003), le Conseil d'administration du Fonds avait recommandé de verser des subventions à concurrence d'un peu plus de 7 millions de dollars pour des projets visant à fournir une assistance médicale, psychologique, sociale, juridique et financière à des victimes de la torture et à des membres de leur famille partout dans le monde. Ces recommandations ont été approuvées par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme par intérim au nom du Secrétaire général. Au 1^{er} décembre 2003, selon les renseignements dont disposait le Haut-Commissariat, 5,2 millions de dollars de subventions avaient été versés depuis la dernière session du Conseil. Un montant de 1,8 million de dollars, destiné à des subventions dont l'examen est encore en cours, pourrait être versé d'ici à la prochaine session du Conseil lorsque les renseignements complémentaires satisfaisants demandés par le Conseil ou par le secrétariat du Fonds auront été reçus des organisations concernées. L'annexe contient une liste des organisations financées par le Fonds en 2003. Une somme de 50 000 dollars a également été réservée pour les organisations qui connaîtraient des difficultés financières avant la prochaine session du Conseil (10-27 mai 2004) ou pour des demandes individuelles d'assistance déposées par des victimes de la torture dans des pays où aucun projet n'est financé.

B. Contributions versées

5. Les contributions versées à temps pour être affectées lors de la vingt-deuxième session du Conseil figurent dans le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/58/284, par. 9, tableau 1). Les contributions qui n'ont pas été officiellement enregistrées par le Trésorier des Nations Unies avant la vingt-deuxième session mais qui ont été enregistrées par la suite figurent dans le tableau 1 ci-dessous, établi au 1^{er} décembre 2003 à partir des renseignements dont disposait le Haut-Commissariat. Le Conseil les prendra en considération à sa vingt-troisième session, de même que toutes les autres contributions qui auront été dûment enregistrées avant le 10 mai 2004. Les contributions versées après le 1^{er} décembre 2003 figureront dans un additif au présent rapport.

**Tableau 1. Contributions versées qui seront prises en considération
à la vingt-troisième session du Conseil d'administration**

État	Montant (dollars É.-U.)	Date d'enregistrement	Numéro de la contribution
Andorre	12 016	20 octobre 2003	10
Botswana	500	13 mai 2003	1
République tchèque	5 000	2 juin 2003	8
Chili	5 000	20 juin 2003	12
Israël	5 000	23 octobre 2003	7
Japon	27 520	17 novembre 2003	18
Pologne	5 000	6 août 2003	4
Espagne	47 890	14 août 2003	19
Kenya	2 494	26 août 2003	8
Belgique	81 341	8 septembre 2003	14
Grèce	10 300	29 août 2003	19
Particuliers			
M. Jaap Walkate (Pays-Bas)	81	17 juillet 2003	5
M. Christian Lampert (Allemagne)	58	15 mai 2003	2
M. Christian Lampert (Allemagne)	165	24 septembre 2003	3
Total	202 365		

C. Contributions annoncées

6. Au 1^{er} décembre 2003, selon les renseignements dont disposait le Haut-Commissariat, les contributions suivantes avaient été annoncées:

Tableau 2. Contributions annoncées

État	Montant (dollars É.-U.)	Montant (devise locale)	Date de l'annonce	Numéro de la contribution
Algérie	5 000		4 novembre 2003	13
Monaco	10 000		4 novembre 2003	11
Suisse	60 606	80 000 FS	30 septembre 2003	17
Tunisie	2 000		4 novembre 2003	14
Venezuela	5 000		1 ^{er} janvier 2003	2
Total	82 606			

7. Toute contribution officiellement enregistrée par le Trésorier des Nations Unies après le 10 mai 2004 figurera dans les comptes de la session suivante (mai 2005). Le Conseil adopte ses recommandations de financement sur la base du montant des contributions versées et dûment enregistrées par le Trésorier des Nations Unies sur le compte du Fonds; il ne prend pas en considération les annonces de contributions.

IV. RECHERCHE DE FINANCEMENT

8. L'Assemblée générale, dans sa résolution 57/200 du 18 décembre 2002, la Commission, dans sa résolution 2003/32 (par. 34) du 23 avril 2003, le Comité contre la torture, le Conseil d'administration du Fonds, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question de la torture et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ont exprimé leur gratitude et leurs remerciements aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers qui ont versé des contributions au Fonds, comme ils l'ont indiqué dans la déclaration conjointe adoptée à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, qui a eu lieu le 26 juin 2003. Les organes et organismes des Nations Unies qui se soucient plus particulièrement des questions liées à la torture ont encouragé les donateurs qui ont déjà versé des contributions au Fonds à poursuivre dans cette voie, si possible en augmentant sensiblement le montant des contributions, afin que les demandes d'assistance, toujours plus nombreuses, puissent être prises en considération. Ils ont également lancé un appel aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers pour qu'ils versent une contribution régulière au Fonds, si possible chaque année, de préférence pour le 1^{er} mars, afin que leurs contributions puissent être dûment enregistrées et mises à la disposition du Conseil pour affectation avant sa session annuelle, ou, en tout état de cause, avant la session annuelle du Conseil.

9. Dans sa résolution 36/151, par laquelle elle a établi le Fonds, l'Assemblée a autorisé le Conseil à encourager et à solliciter des contributions et des annonces de contributions. Elle a également prié le Secrétaire général de donner au Conseil toute l'assistance dont il pourrait

avoir besoin. Les membres du Conseil ont notamment l'occasion de solliciter des contributions lors de la réunion annuelle avec des représentants des missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, qui se tient généralement le dernier jour de la session du Conseil. La Commission a institué la pratique d'inviter le Président ou un membre du Conseil, s'il est présent à Genève pendant la session de la Commission en mars/avril, à présenter au titre du point pertinent de son ordre du jour, les informations les plus récentes sur la situation financière du Fonds et à encourager les participants à verser des contributions avant la réunion du Conseil en mai. Une déclaration du Président a été lue par le secrétariat en son nom le 8 avril 2003.

10. Dans le cadre de la stratégie de recherche de financement, mise en œuvre en 2002 par le Conseil, qui consiste à approcher plus directement les donateurs, des réunions seront organisées entre le Président de la vingt-deuxième session et les États membres des cinq groupes régionaux au début de 2004.

V. ÉVALUATION DES BESOINS POUR 2004

A. Demandes reçues et subventions accordées (2000-2004)

11. Afin de tenir compte de la différence entre les demandes de subventions et les ressources disponibles susceptibles d'être affectées à ces subventions (voir le tableau 3 ci-dessous), de la revalorisation constante des projets pour lesquels un financement est demandé et de l'augmentation, depuis plusieurs années, du montant annuel des subventions accordées, le Conseil a recommandé que la quasi-totalité du montant total soit approuvée. En conséquence, la somme laissée pour l'année suivante ne correspond qu'à la réserve obligatoire, qui, conformément aux Règles des Nations Unies applicables aux fonds de contributions volontaires à vocation humanitaire, est fixée à 15 % du montant disponible pour des subventions (voir A/55/178, par. 11).

Tableau 3. Comparaison des demandes reçues et des subventions accordées (2000-2003)

Année	Montant total des demandes (dollars É.-U.)	Montant approuvé (dollars É.-U.)	Pourcentage approuvé	Taux d'exécution ^a
2003	13 340 781	7 222 691	54 %	<i>b</i>
2002	12 055 638	7 815 070	65 %	87 %
2001	11 119 341	8 009 842	72 %	92 %
2000	10 000 000	7 000 000	70 %	84 %

^a L'analyse du taux d'exécution montre que le Fonds verse systématiquement des subventions qui représentent plus de 80 % du montant approuvé avant la session suivante du Conseil. Le montant restant correspond aux subventions en suspens pour lesquelles des renseignements complémentaires sont demandés avant le versement.

^b Le taux d'exécution pour 2003 sera disponible en mai 2004 avant la prochaine session du Conseil.

B. Estimation des besoins pour 2004

12. Sur la base des demandes reçues pour 2003 (qui représentent un montant total de 13 millions de dollars), le Conseil a estimé qu'il serait nécessaire de disposer de 14 millions de dollars à la prochaine session pour couvrir toutes les nouvelles demandes susceptibles d'être formulées, étant donné que, depuis 1998, le montant des demandes augmente chaque année d'un million de dollars.

13. Au 1^{er} décembre 2003, le total des nouvelles contributions versées depuis la dernière session du Conseil ne s'élevait qu'à 202 365 dollars (voir le tableau 1 ci-dessus) et les annonces de contributions reçues à la même date ne correspondaient qu'à 82 606 dollars (voir le tableau 2 ci-dessus).

VI. COMMENT VERSER UNE CONTRIBUTION

14. Pour toute contribution au Fonds, il convient toujours de préciser «pour le Fonds des Nations Unies pour les victimes de la torture, compte CH». Les paiements peuvent se faire, soit par virement bancaire: a) en dollars des États-Unis ou dans d'autres monnaies, à «United Nations Office at Geneva», compte 485001802, J.P. Morgan Chase Bank, New York, N.Y. 10004 (États-Unis d'Amérique) (Swift code: CHASUS33); b) en euros et livres sterling, à «United Nations Office at Geneva», compte 23961901, J.P. Morgan Chase Bank, London, P.O. Box 440, Wollgate House, Coleman Street, Londres (Royaume-Uni) (Swift code: CHASGB2L); c) en francs suisses, à «United Nations Geneva General Fund», compte 240-C0590160.0, UBS, rue du Rhône 8, Genève 2 (Suisse) (Swift code: UBSWCHZH12A); d) soit par chèque, à l'ordre de « Nations Unies », à envoyer à la Trésorerie, ONU, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse). Tout donateur est invité à informer le secrétariat du Fonds et l'unité de la mobilisation des ressources de son paiement (une copie de l'ordre de virement bancaire ou du chèque serait appréciée) afin de permettre un suivi efficace de la procédure d'enregistrement officiel et la préparation des rapports du Secrétaire général.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

15. Suite aux appels lancés par l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme, le Secrétaire général, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et le Conseil d'administration du Fonds, les donateurs sont invités à verser leurs contributions au Fonds avant le 1^{er} mars 2004 afin de permettre au Conseil de les prendre en considération à sa vingt-deuxième session, en mai 2004.

16. L'Assemblée générale, la Commission, le Secrétaire général, le Haut-Commissaire et le Conseil ont également appelé les donateurs réguliers au Fonds à augmenter si possible le montant de leurs contributions, afin de donner au Conseil les moyens de faire face aux besoins croissants en matière d'assistance aux victimes de la torture et aux membres de leur famille.

17. Le Conseil encourage vivement les gouvernements qui n'ont pas encore contribué au Fonds à le faire pour la première fois avant le 1^{er} mars 2004.

Annex

**LIST OF ORGANIZATIONS AND ACTIVITIES
FINANCED BY THE FUND IN 2003**

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
Abuelas de la Plaza de Mayo, Buenos Aires; psychological assistance	Argentina
ACAT-Brazil (Association of Christians for the Abolition of Torture), São Paulo; medical, psychological, social and legal assistance	Brazil
ACCESS (Arab Community Center for Economic and Social Services), Dearborn, Michigan; medical, psychological, social, legal and economic assistance	United States of America
ACET (Assistance Centre for Torture Survivors), Sofia; medical, psychological, social and legal assistance	Bulgaria
ACPD (Centre africain pour la paix, la démocratie et les droits de l'homme), Bukavu; medical, psychological and legal assistance	Democratic Republic of the Congo
AED (Action pour l'éducation au droit), Bukavu; medical, psychological and legal assistance	Democratic Republic of the Congo
African Refugee Readjustment Services, Newark, New Jersey; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
AITPN (Asian Indigenous and Tribal Peoples Network), New Delhi; medical and legal assistance	India
Albanian Center for Trauma and Torture Victims; medical, psychological and legal assistance	Albania
AMECON (Africa War Victims Medical Concern), Kampala; medical, psychological and legal assistance	Uganda
Amigos de los Sobrevivientes, Eugene; medical, psychological, social, legal and economic assistance	United States of America
Appartenances, Lausanne; psychological assistance	Switzerland
Armenian Medical Psychiatric Rehabilitation Centre, Yerevan; medical and psychological assistance	Armenia
ASETTS, Perth; psychological and social assistance	Australia

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
Asian-Americans for Community Involvement, Santa Clara County and Southern San Francisco Bay; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
Association of Concentration Camps Inmates, Sarajevo; social and financial assistance	Bosnia and Herzegovina
ASTT (Advocates for Survivors of Trauma and Torture), Baltimore; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
ATYHA (Centro de Alternativas en Salud Mental), Asunción; medical, psychological, social and financial assistance	Paraguay
AVCRP (Association des Victimes des Crimes et Répressions Politiques), N'Djamena; social, legal and financial assistance	Chad
AVRE (Association pour les victimes de la répression en exil), Paris; medical, psychological, social and legal assistance	France
BALAY Rehabilitation Centre, Quezon City; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Philippines
Bellevue Association, New York; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
BFU (Centre for the Treatment of Torture Victims), Ulm; medical, psychological, social, and legal assistance	Germany
Boston Medical Center, Boston; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
BRCT (Bangladesh Rehabilitation Centre for Trauma Victims), Dhaka; medical, psychological, legal and economic assistance	Bangladesh
C3RJ (Consulting Centre for Constitutional Rights and Justice), Port Harcourt; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Nigeria
Calgary Catholic Immigration Society, Calgary; medical and psychological assistance	Canada
Canadian Centre for Victims of Torture, Toronto; psychological assistance	Canada
Caritas-Köln, Cologne; psychological assistance	Germany

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
Casa diritti sociali Focus, Rome; psychological, social and legal assistance	Italy
CASE for Refugees, Perth; legal assistance	Australia
CASRA, Diyarbakir; medical, psychological, social, legal and financial assistance	Turkey
CAVITOP, Coimbra; training for professionals	Portugal
CCTV (Centre for the Care of Torture and Trauma Victims), Owerri; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Nigeria
CDHES (Comision de Derechos Humanos de El Salvador), San Salvador; medical, psychological, social, legal and economic assistance	El Salvador
CEDAVIDA (Fundación Social Colombiana), Bogota; medical, psychological and social assistance	Colombia
CEFPRODHAC (Centro de Estudios Fronterizos y de Promoción de los Derechos Humanos), Reynosa; medical, psychological, legal and economic assistance	Mexico
CEJIL (Centro por la Justicia y el Derecho Internacional), Washington, D.C.; legal assistance	United States of America
CELS (Center for Legal and Social Studies, Buenos Aires; medical, psychological, social and legal assistance	Argentina
Center for Survivors of Torture, Dallas; medical, psychological and legal assistance	United States of America
Center for the Treatment of Torture Victims, Berlin; medical, psychological, social and legal assistance	Germany
Centre d'Accueil et d'Orientation, Casablanca; medical, psychological, social and legal assistance	Morocco
Centre d'accueil et de soins Primo Levi, Paris; medical, psychological, social and legal assistance	France
Centre for Multicultural Human Services, Falls Church; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
Centre for Victims of Political Persecutions, Krakow; medical, psychological and legal assistance	Poland
Centre Matter Misericordiae, East and Sud-Kivu areas; medical, psychological, social, legal and financial assistance	Democratic Republic of the Congo
Centro Alternativas, Santiago; medical, psychological and social assistance	Chile
Centro Astalli, Rome; social, legal and economic assistance	Italy
CETAWO (Center for Eradication and Treatment of War Effects), Kampala; medical, psychological, social and legal assistance	Uganda
Chechnya Justice Initiative, Chechnya, Ingushetia and Moscow; legal assistance	Russia
CINTRAS (Centro de Salud Mental y Derechos Humanos), Santiago; medical, psychological and social assistance	Chile
CIR (Italian Refugee Council), Rome; medical, psychological, social and legal assistance	Italy
CJA (The Centre for Justice and Accountability), San Francisco; legal assistance	United States of America
CODESEDH (Comité para la Defensa de la Salud, la Etica Profesional y los Derechos Humanos), Buenos Aires; medical, psychological, social and legal assistance	Argentina
COMEDE (Comité médical pour les exilés), Paris; medical, psychological and social assistance	France
COMISEDH (Comisión de Derechos Humanos), Lima; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Peru
Compassion Centre, Moscow; medical, psychological and social assistance	Russian Federation
Concerned Christian Community, Monrovia; medical, psychological and economic assistance	Liberia
Coordinadora Nacional de Derechos Humanos del Perú, Lima; psychological assistance	Peru
Cordelia Foundation, Budapest; medical and psychological assistance	Hungary

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
COSOT (Coalition of Survivors of Torture), Saint Louis; psychological, and social assistance	United States of America
CPDH, Kigoma; medical, psychological, social and legal assistance	United Republic of Tanzania
Croix-Rouge Suisse, Bern; medical, psychological and social, assistance	Switzerland
CSVV (Center for the Study of Violence and Reconciliation), Johannesburg; psychological assistance	South Africa
CTV Sarajevo (Center for Torture Victims), Sarajevo; medical, psychological and social assistance	Bosnia and Herzegovina
CVT (Center for Victims of Torture), Minneapolis; medical, psychological and social assistance	United States of America
DIT-CODEPU (Equipo de Denuncia, Investigación y Tratamiento del Torturado y su Núcleo Familiar, Corporación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo); medical, psychological and legal assistance	Chile
EATIP (Equipo Argentino de Trabajo e Investigación Psicosocial), Buenos Aires; medical, psychological, social and legal assistance	Argentina
Edmonton Centre for Survivors of Torture and Trauma, Edmonton; psychological assistance	Canada
EKT (Crisis and Trauma Centre), Göteborg; medical, psychological and social assistance	Sweden
El Rescate Legal Services, Los Angeles; legal assistance	United States of America
Empathy, Tbilisi; medical, psychological and social assistance	Georgia
Exil España, Fundació Concepció Juvanteny, Barcelona; medical, psychological and social assistance	Spain
EXIL (Centre médico-psycho-social pour réfugiés et victimes de torture), Brussels; medical, psychological and social assistance	Belgium
FACT; medical, psychological, social and legal assistance	Rwanda

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
FASIC (Fundación de Ayuda Social de las Iglesias Cristianas), Santiago; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Chile
FAVL (Fund Against Violation of Law), Yerevan; medical, psychological, social and legal assistance	Armenia
FEDEPAZ (Fundación Ecuémica para el Desarrollo y la Paz), Lima; medical, psychological, social and legal assistance	Peru
FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Paris; legal assistance	France
FIND (Families of Victims of Involuntary Disappearances), Quezon City; medical, psychological and legal assistance	Philippines
Fondation Trente Septembre, Port-au-Prince; medical, psychological and economic assistance	Haiti
FONI (Fondation IDOLE), Yaoundé; psychological and social assistance	Cameroon
Gaza Community Mental Health Programme, Gaza; psychological and social assistance	Palestine
GCRT (Georgian Center for Psychosocial and Medical Rehabilitation of Torture Victims), Tbilisi; medical, psychological, social and legal assistance	Georgia
GOAL, Nairobi; medical, psychological and financial assistance	Kenya
Gulf Coast Community Care, Clearwater, Florida; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
HEMAYAT, Vienna; medical and psychological assistance	Austria
HHR (Home for Human Rights), Colombo; medical, psychological, social and legal assistance	Sri Lanka
HRFT (Human Rights Foundation of Turkey), Ankara, Istanbul, Izmir, Adana and Diyarbakir; medical, psychological and social assistance	Turkey
Human Rights Initiative of North Texas, Dallas; medical and psychological assistance	United States of America

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
Human Rights Society of Uzbekistan	Uzbekistan
IAN (International Aid Network), Belgrade, medical, psychological, social and legal assistance	Serbia and Montenegro
ICAR Foundation, Bucharest; medical, psychological, social and legal assistance	Romania
IMLU (Independent Medico-Legal Unit), Nairobi; medical, psychological and legal assistance	Kenya
International Institute of Boston, Boston; psychological and social assistance	United States of America
International Institute of New Jersey, Jersey City; psychological, social and economic assistance	United States of America
IRCTV (International Rehabilitation Center for Torture Victims), Zagreb; medical, legal and economic assistance	Croatia
Jammu and Kashmir Council for Human Rights, Rawalpindi; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Pakistan
JKCHR (Jammu and Kashmir Council for Human Rights), London; medical and psychological assistance	United Kingdom
Kanyarwanda, Kigali; medical, psychological and social assistance	Rwanda
Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, Beirut; medical, psychological and social assistance	Lebanon
Khmer Health Advocates, West Hartford; psychological assistance	United States of America
KHRP (Kurdish Human Rights Project), London; legal assistance	United Kingdom
KRCT (Kosova Rehabilitation Centre for Torture Victims), Prishtina, Kosovo; medical, psychological and social assistance	Serbia and Montenegro/ Kosovo
LEDAP, Lagos, Port Harcourt, Kano, Katsina and Kaduna; medical, legal and financial assistance	Nigeria
Lowell Community Health Center, Massachusetts/Lowell and surrounding area; medical, psychological, social and financial assistance	United States of America

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
LMDH, Niassa, Cabo Delgado, Nampula, Sofala, Inhambane, Gaza and Maputo Provinces; Medical, psychological, social and legal assistance	Mozambique
LRCT (Lahore Rehabilitation Center for Torture Survivors), Lahore; medical, psychological, social and legal assistance	Pakistan
MAG (Medical Action Group), Quezon City; medical and psychological assistance	Philippines
Marjorie Kovler Centre for the Treatment of Survivors of Torture, Chicago; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
Médecins du Monde, New York; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
Medical Foundation for the Care of Victims of Torture, London; medical, psychological, social, legal and economic assistance	United Kingdom
Medici contro la tortura, Rome; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Italy
Minnesota Advocates for Human Rights, Minneapolis; legal assistance	United States of America
MRCTV (Medical Rehabilitation Center for Torture Victims), Athens; medical, psychological, social and legal assistance	Greece
MRC, Ukraine; medical, psychological, social and legal assistance	Ukraine
MRT (Estonian Center of Medical Rehabilitation for Victims of Torture), Tartu; medical, psychological, social and legal assistance	Estonia
MWA (Muslim Women's Aid), London; medical, psychological, social, legal and economic assistance	United Kingdom
NAGA (Associazione Volontaria di Assistenza Socio-Sanitaria e per i Diritti di Stranieri e Nomadi - ONLUS), Milan; medical, psychological, social and legal assistance	Italy
NIDEREF (Niger Delta Environment and Relief Foundation), Port Hartcourt; social and economic assistance	Nigeria
Observatoire Congolais des Droits Humains	Congo

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
OMCT (Organisation mondiale contre la torture), Geneva; medical, social and legal assistance	Switzerland
OMEGA Health Care Center, Graz; medical, psychological and social assistance	Austria
OSD (Oeuvres sociales pour le développement), Kinshasa; medical, social, and economic assistance	Democratic Republic of the Congo
OSIRIS, Aix-en-Provence; medical and psychological assistance	France
Ottawa-Carleton, Ottawa; psychological assistance	Canada
Parcours de Jeunes, Paris; medical and psychological assistance	France
PCATI (Public Committee Against Torture in Israel), Jerusalem; legal assistance	Israel
Penal Reform International, London; legal assistance	United Kingdom
POC (Prisoners of Conscience Appeal Fund), London; economic assistance	United Kingdom
Program for Torture Victims, Los Angeles; medical and psychological assistance	United States of America
RCT (Rehabilitation Centre for Torture Victims), Copenhagen; medical, psychological and social assistance	Denmark
RCVT Memoria, Chisinau; medical, psychological, social and legal assistance	Republic of Moldova
Red Cross Centre for Tortured Refugees in Stockholm, Stockholm; medical, psychological and social assistance	Sweden
Red Cross Centre for Victims of Torture in Falun, Falun, Dalarna; psychological and social assistance	Sweden
Red Cross Rehabilitation Centre for Torture and War Victims in Malmö, Malmö; medical, psychological and social assistance	Sweden
Red Cross Rehabilitation Centre in Uppsala, Uppsala; psychological and social assistance	Sweden
Red de Apoyo, Caracas; medical, psychological, social and legal assistance	Venezuela

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
Redress Trust, London; legal assistance	United Kingdom
Refuge, Inc., New York; psychological and social assistance	United States of America
Refugio, Bremen; psychological assistance	Germany
Refugio, Munich; medical, psychological, social and economic assistance	Germany
Rehabilitation Centre for Victims of War and Totalitarian Regimes, Balti; medical, social and legal assistance	Republic of Moldova
RESDO (Rural Effective Social Development Organization), Jhenaidah; medical and economic assistance	Bangladesh
Réseau Sud, Les Cayes and Jérémie; medical, legal and financial assistance	Haiti
RESTART, Tripoli Centre, Tripoli; medical and psychological assistance	Lebanon
RIVO (Réseau d'intervention auprès des personnes ayant subi la violence organisée), Montreal; medical, psychological and social assistance	Canada
Rocky Mountain Survivors Center, Denver; medical, psychological and legal assistance	United States of America
RWC, Great Lakes region; medical, psychological and social assistance	Rwanda
SACH (Rehabilitation Centre for Victims of Torture), Rawalpindi; medical, psychological and social assistance	Pakistan
Safe Horizon, Inc., New York; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
SERSOC (Social Rehabilitation Service), Montevideo; medical, psychological and social assistance	Uruguay
SFT (Association Santé-Formation-Travail), Port-au-Prince; psychological and social assistance	Haiti
SIRDO (Romanian Independent Society of Human Rights), Bucharest; legal assistance	Romania

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
SMRC (Latvia Medical Rehabilitation Centre for Torture Victims and their Families), Riga; medical, psychological and social assistance	Latvia
SOAT (Sudanese Victims of Torture Group), London; medical, legal and economic assistance	United Kingdom
Soldiers' Mothers, St. Petersburg; medical, psychological, social and legal assistance	Russia
SOPROP (Solidarité pour la promotion sociale et la paix); Goma; medical, social and legal assistance	Congo
SOSRAC (Society for Social Research, Art and Culture), Delhi; medical, psychological and social assistance	India
SPIRASI; medical, psychological, social, legal and training assistance	Ireland
Survivors International, San Francisco; medical, psychological and social assistance	United States of America
Survivors of Torture, International, San Diego; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
TASSC; medical, psychological, social, legal and financial assistance	United States of America
TAT, Hernani, Guipuzcoa; psychological assistance	Spain
TOHAV (Rehabilitation Centre for Torture Victims), Istanbul; medical, psychological and legal assistance	Turkey
Tortura Nunca Mais, Rio de Janeiro; medical, psychological, social and legal assistance	Brazil
Trauma Center in Yaoundé; medical, psychological, social and economic assistance	Cameroon
Trauma Center, Kptam; medical, psychological, social and legal assistance	South Africa
TRC (Treatment of Rehabilitation Centre for Victims of Torture), Ramallah; medical, psychological and social assistance	Palestine
TRC, Kolkata; medical, psychological, social, legal and financial assistance	India

Organization and type of assistance financed by the Fund	Country
TTRUSTT, The Treatment and Rehabilitation Unit for Survivors of Torture and Trauma, Brisbane; medical, psychological, social and economic assistance	Australia
UFADESCH, Union des formateurs animateurs du Sud en éducation civique et le respect des droits humains, Cayes; medical and legal assistance	Haiti
Une femme qui en soulève une autre; Feuzi ; medical, psychological, social, legal and financial assistance	Congo (Tanzania)
Unité de médecine des voyages et des migrations, Geneva; medical and psychological assistance	Switzerland
UTAH Health, Salt Lake City; medical, psychological, social and legal assistance	United States of America
V.S.V. (La voix des sans-voix pour les droits de l'homme), Kinshasa; medical and social assistance	Democratic Republic of the Congo
VasaVYA MahILA ManDALI, Vijayawada; medical, psychological, social, legal and economic assistance	India
VAST (Vancouver Association for Survivors of Torture), Vancouver; psychological and social assistance	Canada
VAT-RAHAT (Voice Against Torture), Islamabad; medical, psychological, social, legal and economic assistance	Pakistan
VIVRE, Thies; medical, social and legal assistance	Senegal
WACOL (Women's Aid Collective), Enugu; psychological, social, legal and economic assistance	Nigeria
Xenion, Berlin; medical and psychological assistance	Germany
Yosua Prison Ministry, Djakarta; medical, psychological, social and economic assistance	Indonesia
ZEBRA, Graz; medical, psychological, social and legal assistance	Austria

Note: For security reasons, one organization that provides medical, social, legal and economic assistance has requested not to be included in this list.
